Felwine SARR, "Rouvrir les futurs", in Achille MBEMBE & Felwine SARR (dir.), *Les Ateliers de la pensée. Politique des Temps: Imaginer les devenirs africains* (2019)

L'avènement de la modernité occidentale a eu comme caractéristique majeure la promesse d'un futur marqué par un progrès dans tous les domaines de la vie sociale. Dans ce régime d'historicité, les temps à venir étaient marqués par la promesse d'un mieux-être. La modernité occidentale, malgré ses indéniables progrès en termes de libertés publiques, d'avancées technologiques et de modernisation de la vie sociale, a vu s'affaisser la foi en un progrès résultant d'une marche ascendante de l'histoire humaine. Après la Grande Dépression, Auschwitz, Hiroshima et le Goulag, le métarécit d'un progrès de l'Humanité porté par la Raison se grippe. Les crises et multiples dystopies qui ont accompagné le règne de la raison instrumentale ont fini de saper la croyance en des lendemains meilleurs. Ils ont également conduit en Occident à un rapport au temps caractérisé par une hypertrophie du présent, que l'historien François Hartog nomme le présentisme. La postmodernité, caractérisée par un excès de présentisme, est devenue un temps marqué par un futur sans promesse, si ce n'est celui d'éviter les catastrophes multiples qu'il promet (crise écologique, déliaison des sociétés, catastrophes sanitaires, insécurités croissantes). La fin décrétée des utopies depuis l'échec des grands récits promettant l'avènement de temps nouveaux (communismes, socialismes…) semble caractériser notre époque.

Les seules anticipations qui semblent encore opérer sont celles d'un futur technologique ou d'un posthumanisme.

Cette question du futur, pour des sociétés considérées comme en retard sur la marche normale du monde (Afrique, Amérique latine…), se pose quelque peu différemment. À celles-là, l'on continue de faire la promesse d'un développement économique, d'une démocratie et d'une modernité sociétale à venir ou à conquérir. Ces téléologies rétroactives les inscrivent dans un rapport de mimétisme sociétal et les maintiennent dans le mythe d'une marche linéaire de l'histoire et du progrès. Ces sociétés sont sommées de franchir des étapes et d'arriver à des états sociétaux que d'autres sociétés ont déjà atteints, comme si le seul destin qui leur était envisageable était de reproduire l'unique modèle sociétal occidental qui s'offre en exemple. Leurs différences, leurs singularités sociohistoriques, leurs temporalités, leur rapport au présent, passé et futur sont ainsi niés et lus sous l'unique modalité du retard. C'est dans ce contexte que je souhaite réfléchir sur ce que signifierait pour ces pays de rouvrir leurs futurs, mais également pour les sociétés postmodernes euraméricaines.

Pour les nations africaines, la question de penser leur destin (leur présent et leur futur) est cruciale – le penser en mobilisant leurs univers mythologiques, leur histoire, leurs références culturelles, leur capital symbolique. Dans cette entreprise, il s'agit moins de se distinguer dans un repli identitaire ou de prôner une pureté imaginaire que de se fonder sur des ressources culturelles existantes, afin d'en extraire les éléments vitaux. Un avenir ne peut s'envisager hors sol, loin des sucs et des alluvions de ses terres et de ses soleils. Toute société, culture ou civilisation, transmet un héritage et perpétue une matrice culturelle dépositaire de son identité dynamique à travers le temps, en la transformant au gré des évolutions du monde.

Aussi s'agit-il de faire droit à la pluralité des histoires. Il est impossible de concevoir une histoire unique pour toutes les sociétés

humaines. Il s'agit de sortir de l'eurocentrisme attaché aux schémas linéaire et progressiste de l'Histoire, ainsi que du maître-récit de l'Europe dont tous les autres peuples du monde sont condamnés à emprunter le modèle ou à en être une triste répétition. Admettre la pluralité des manières d'être collectives, des formes de vie sociétales, des modalités de production d'être que sont les cultures, ainsi que *la possibilité des plusieurs mondes dans le monde*[1].

L'analyse de l'histoire des sociétés, pour être complète, doit aussi articuler différentes échelles (globales, transnationales, régionales, locales) qui se compénètrent et permettent de rendre compte des phénomènes étudiés[2]. L'histoire montre que les sociétés ont leurs trajectoires, leurs perspectives, leurs dynamiques, leurs temporalités propres, qui peuvent être connectées à d'autres.

Avant d'envisager plus avant les questions liées aux futurs, arrêtons-nous un peu sur le présent et la manière dont la contemporanéité des sociétés africaines est dépeinte. Le présent du continent africain est fréquemment représenté sous la modalité de la dystopie. Lui sont appliquées les catégories d'évaluation du bien-être social relevant de l'économicisme qui depuis le XVIII[e] siècle a usurpé le lexique de l'évaluation du bien-être social. Les dimensions relevant de la culture, de la psychologie, de la relationnalité, de la qualité des liens avec le vivant sont généralement absentes dans le lexique évaluant le bien-être des sociétés. D'ailleurs, notre époque est caractérisée par une obsession de l'évaluation, de l'abstraction statistique du réel, de la quantification comme élément majeur de la signification. Tout cela relevant de la désormais prépondérance du lexique managérial pour qualifier la vie sociale.

Pourquoi est-il nécessaire de rouvrir les futurs ? Pour sortir d'un temps sans promesse. Construire du sens ou une téléonomie pour les sociétés est fondamental. Les sociétés ont besoin de s'approprier leur présent et leur futur, et d'investir celui-ci de sens. Peut-on le faire sans réactiver le mythe du progrès ? Les temps à venir sont toujours

ceux d'un surgissement des possibles. Mais ces derniers sont souvent porteurs de dynamiques contradictoires ; on note concomitamment des avancées (techniques, sociétales…), mais aussi des reculs (crise écologique, génocides, formes de domination et de destruction…).

La difficulté est de configurer les futurs, car ceux-ci sont souvent inédits et n'adviennent pas forcément dans des formes connues. Mais ils peuvent cependant être porteurs d'un désir de mieux-être collectif, d'une intentionnalité et d'une énergie potentielle (par exemple, soigner la qualité de la relation avec le vivant en la réinvestissant de qualité ouvre des futurs).

Comment inventer un régime d'historicité qui rompt avec une vision téléologique[3] de l'histoire d'une part, et qui, d'autre part, en finit avec le présentisme comme atrophie du passé et négation du futur ? Le présentisme, en décrétant par exemple la fin de l'histoire (Fukuyama), a pour conséquence non seulement d'annihiler le futur, rendant vaine toute possibilité d'action, mais perpétue l'état présent des choses (les inégalités présentes et les systèmes de domination actuels).

Une voie possible consiste à historiciser les événements en montrant que ce qui semble être « naturel », établi, ou aller de soi est le produit d'un processus complexe, d'une histoire, de mouvements, de dynamiques résultant d'une construction sociale et de ce fait pouvant être déconstruites.

Un rapport repensé à ses ressources culturelles

Pour le continent africain, rouvrir le futur passe d'abord par un rapport réinventé avec ses traditions et ses ressources culturelles en évitant les écueils de la fétichisation et de la haine de soi. Celui-ci permet une remobilisation d'un capital symbolique ayant un pouvoir de germination et de réactivation de ses ressources culturelles et sociales.

Les sociétés africaines, sur la longue durée de leur histoire, ont su tisser et retisser le lien social et *faire société*. Elles ont produit des innovations sociétales majeures et fécondes qui leur ont permis de faire face aux défis de leur longue et complexe histoire. Il ne s'agit pas ici d'en dresser toute la liste et d'entrer dans un régime de la preuve. Mais juste de les souligner, que ce soit dans les domaines de la justice (juridictions de la parole, justice réparatrice), dans celui du règlement des conflits, de la création de la communauté et des philosophies morales qui la maintiennent (Ubuntu…), de l'intégration de l'autre et de la différence (notion de la parenté, de la famille élargie) ; il existe dans ces sociétés un important répertoire de ressources qui permettent non seulement de répondre aux défis actuels, mais qui pourrait inspirer d'autres lieux en recherche de reliaison sociale et de reconstruction du politique.

Cependant, rouvrir les futurs, c'est également réinventer les formes actuelles du politique et de l'économique sur le continent. La plupart des nations africaines accèdent à l'indépendance au tournant des années 1960. Du point de vue de l'organisation politique, la majeure partie de ces États ont adopté le système de la démocratie représentative avec ses modalités de choix de ses représentants et dirigeants. L'efficacité de ce modèle est questionnable. La récurrence des crises politiques résultant des processus électoraux sur le continent africain nous amène à nous demander s'il peut y être établi définitivement. Par ailleurs, les éléments fondamentaux d'une démocratie substantielle, allant au-delà de l'organisation formelle d'élections, font cruellement défaut. Ceux-ci sont constitués d'un système opérant de contre-pouvoirs, de l'existence d'espaces délibératifs permettant la participation du plus grand nombre aux décisions politiques, de l'existence d'un contrat social fondé sur un partage équitable du bien-être.

Il est à noter que la démocratie dite représentative est en crise partout. En Europe et aux USA, elle est prise en otage par diverses oligarchies (groupes économiques et financiers, élites intellectuelles et médiatiques). L'on est fondé à se demander si elle ne s'est pas vidée

de son contenu véritable, particulièrement lorsqu'elle est amenée à promouvoir la xénophobie, le sexisme et la vulgarité (USA/Trump) et qu'elle n'autorise plus une pluralité d'options économico-politiques ainsi qu'une réelle participation des citoyens aux décisions les concernant. Aujourd'hui au Burkina Faso et en Tunisie, où émergent une société civile et une culture démocratique, le désir de démocratie dans ces lieux découle de révolutions populaires qui ont mis fin à des régimes dictatoriaux. Les formes d'organisation du politique qui se constituent dans ces espaces se construisent et se consolident dans la *non-linéarité* de leur histoire sociale et politique. Ces productions endogènes du politique sont intéressantes à observer, ainsi que les promesses de réinvention qu'elles portent en elles.

De la nécessité de réinventer des formes politiques

Les sociétés africaines doivent réinventer leurs modes d'organisation politique et ancrer leurs institutions dans leur histoire et leurs dynamiques culturelles. Il s'agit pour elles de produire leurs propres formes représentatives, délibératives et participatives. L'Afrique précoloniale a expérimenté des schémas variés de participation politique reposant sur la catégorie socioprofessionnelle, la classe d'âge… Comment produire au niveau collectif une parole qui opère ? Comment permettre la participation du plus grand nombre aux choix politiques et aux processus de décision ? La pluralité d'expériences historiques que recèle le monde pourrait servir de source d'inspiration.

L'idée est de construire des collectivités humaines qui contrôlent leur destinée et la configurent. Il s'agit pour les pays africains de repenser le modèle de l'État-nation. Ce modèle a émergé en Europe après le traité de Westphalie (1648) établi pour mettre fin aux guerres de Religion. Les nations européennes de l'époque étaient assez homogènes du point de vue ethnique et confessionnel, et il était relativement facile de superposer une nation à un territoire. Dans le contexte africain, où règne une grande diversité ethnique et où les

territoires sont mobiles et fluctuants, on peut s'interroger sur la pertinence de la forme État-nation. En somme, il est indispensable pour le continent africain de penser des formes d'organisation politique issues de sa longue et complexe histoire sociale (processus de légitimation des représentants, organisation des pouvoirs et contre-pouvoirs). Il lui faut aussi penser des formes de gouvernance qui ne soient pas obligatoirement liées à l'État. Plusieurs formes d'autogestion existent déjà sur le continent, et sont ancrées dans les productions du politique et du social de plusieurs groupes sociaux.

De la nécessité de réinventer l'économique

Il s'agit de partir du constat que l'économie dominante est en crise, de penser l'économie comme un processus culturel et de reconnaître la nécessité de réinventer son rapport au champ social.

Le contexte qui est le nôtre est donc celui d'une économie néolibérale en crise. Les symptômes de cette crise sont les inégalités persistantes et l'incapacité de la plus grande partie du globe à satisfaire dignement, dans ce système, ses besoins fondamentaux. Aussi cette crise n'est-elle pas tant liée aux épisodes de crises financières (comme en 2008) qu'au fait que l'économie dominante ne remplit pas sa mission fondamentale : contribuer à accroître le bien-être du plus grand nombre. Ses principaux traits sont la mondialisation des échanges, qui en réalité consiste en une privatisation des gains de l'échange marchand, et une mutualisation de ses risques et effets négatifs (anthropocène, dérèglement climatique, crise écologique). La crise de l'économie néolibérale est fondamentalement une crise de sens et de ses finalités, enracinée dans une cosmologie mécaniciste et une vision utilitariste, issue de l'épistémè du XIXe siècle européen (ordre, progrès, rationalité). Le discours économique fonctionne dès lors comme un *écomythe* dans les sociétés modernes (industrielles) ayant pour fonction l'ordonnancement du réel selon le récit qu'elle en fait.

L'Afrique peut et doit être un terrain privilégié d'expérimentation pour la réinvention de l'économique. Le continent africain n'est pas fortement engagé dans l'aventure industrielle du XXe siècle, ses sociétés pratiquent depuis fort longtemps des formes d'économicité fondées sur la circularité et l'économie relationnelle ; les défis auxquels le continent fait face l'obligent pour le temps présent et le siècle à venir à repenser les catégories du travail, de l'échange marchand, de la production, ainsi que les fins de l'économie. Comment ?

– Il s'agit d'interroger les formes d'économicité pratiquées dans les pays africains et indiquer en quoi elles sont créatives, innovantes, et pourraient constituer des pistes pour repenser l'économique de manière globale. Il est plus que nécessaire d'entamer une sérieuse réflexion sur le postcapitalisme.

– L'agir économique dans les sociétés africaines est enchâssé dans les socio-cultures respectives. L'économique n'est pas un ordre séparé. Il a comme caractéristique la circularité, et la réciprocité. Dans les sociétés africaines traditionnelles, l'économique était inclus dans un système social plus vaste. Il obéissait certes à ses fonctions classiques (subsistance, allocation des ressources…), mais était surtout subordonné à des finalités sociales, culturelles et civilisationnelles.

– Les institutions économiques sont toutes des inventions historiques (l'épargne, le crédit) ; elles n'ont rien d'universel et ne sont pas des produits purs de la raison. Il est nécessaire d'historiciser leur genèse et de montrer que les jeux ne sont pas faits une fois pour toutes. Le capitalisme dans sa version néolibérale n'est pas inéluctable. Ce n'est pas une solution globalisante qui fera échec au système, mais des singularités. La mondialisation ayant opéré un long labeur d'uniformisation a produit une sorte de culture économique universelle indifférenciée. Lui fera face tout ce qui garde une altérité irréductible. Face à une culture de basse fréquence et résolution, opposer une culture de haute définition.

Uchronies et contrefactuels

J'aimerais terminer en soulignant l'importance de l'imaginaire dans les processus de création du réel. Cornelius Castoriadis a montré que les sociétés s'instituent d'abord dans leurs espaces imaginaires. Ceux-ci jouent un rôle fondamental dans la configuration des futurs envisageables. Le raisonnement contrefactuel, autrement dit le fait d'imaginer ce qu'il se serait passé « si » les choses s'étaient déroulées autrement, ouvre la possibilité d'autres présents et d'autres futurs. L'histoire contrefactuelle, l'uchronie, consiste à modifier un élément du passé et à imaginer ce qui aurait pu arriver, et de là ce qui, dans cette optique, pourrait arriver. Le raisonnement contrefactuel teste la relation entre ce qui est et ce qui aurait pu être. S'intéresser aux futurs possibles non advenus, aux projets avortés, aux idéaux non atteints permet de remettre en cause l'idée d'une linéarité de l'histoire et d'un temps qui s'écoule, orienté vers un sens, un but, une finalité précis. Cela renforce l'idée que les faits (événements) auraient pu être différents ; ce qui est advenu, ce présent que nous vivons, n'est qu'une des possibilités plurielles ; et donc autre chose peut advenir. Les fictions uchroniques permettent de révéler les différentes potentialités du passé ainsi que la création de voies temporelles alternatives. Elles permettent de voir dans l'histoire ses possibles, mais permettent aussi la reprise de processus d'émancipation non achevés.

L'histoire de ce qui a échoué hante ce qui peut naître. « L'inaccompli bourdonne d'essentiel », affirme René Char. Les futurs non advenus, les utopies/rêves ont été réactivés à différents moments de l'histoire. Beaucoup de luttes de libération ayant abouti sont la reprise de tentatives précédentes ayant échoué et desquelles elles ont appris (Front patriotique rwandais, Rwanda 1973, 1990, 1990, 1994). L'histoire contrefactuelle, dès lors qu'elle permet une réactivation du pouvoir des utopies, est un puissant moteur de changement.

Conclusion

Ces dernières décennies, les futurs des pays africains ont été capturés par l'inscription de leurs téléologies, selon une mimésis sociétale, dans le rattrapage propre aux pays du Nord. Rouvrir les futurs pour les pays africains est une tâche qui s'accomplit d'abord dans l'espace de la pensée et de l'imaginaire. Pour donner naissance à une communauté imaginée, il est fondamental de reconstruire les récits sur l'Afrique (évaluation de son présent et métaphores de ses futurs) ainsi que de produire les savoirs nécessaires aux types de société que les Africains veulent établir (la question épistémologique). Il s'agit de sortir des injonctions civilisationnelles que sont le progrès, le développement et la modernité, et permettre l'advenue de futurs non configurés et d'un autre régime d'historicité, mais qui portent en eux les aspirations fondamentales des populations africaines.

Une profonde mutation culturelle est en cours sur le continent africain. L'Afrique peut devenir un continent-laboratoire et réinventer dans ses espaces l'économique, le politique et le culturel. Elle dispose de tous les atouts pour cette réinvention : la jeunesse, l'espace, les ressources, et le fait qu'elle n'est pas totalement engagée dans l'aventure industrielle du XXe siècle. Elle peut donc procéder différemment et proposer un équilibre différent entre les ordres économique, écologique, politique et culturel. En dégageant de nouveaux horizons d'attente, elle pourrait ouvrir ses espaces du possible à des univers infinis.

Notes

1. Jérôme Baschet, *Défaire la tyrannie du présent. Temporalités émergentes et futurs inédits*, Paris, La Découverte, 2018.

2. Par exemple, si on travaille sur l'histoire de l'impact de la traite atlantique au Sénégal au XVIIIe siècle, il est nécessaire d'articuler les dynamiques atlantiques (histoire de l'Europe, des rivalités entre puissances européennes, et de l'« expansion » de l'Europe, du commerce…) et locales (royaumes

« précoloniaux », stratifications sociales, jeux de pouvoir…) pour comprendre comment les sociétés ont réagi/répondu, ont été impactées par la traite. Comment un type de pouvoir, des formes de domination se mettent en place, s'organisent et se reproduisent.

3. Celle-ci a par exemple justifié le fait colonial en fixant pour les colonisateurs un horizon d'attente qui était de civiliser les autres nations et de conquérir des espaces.